



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 24 septembre 2024

Nombre de membres en exercice : 27  
Nombre de présents : 20  
Nombre de votants : 24

Date de la convocation : 13 septembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-quatre septembre à quinze heures cinquante-quatre, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Absents excusés :

Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre),  
M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus),  
Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Stéphane DELAGE (Le Gua),  
M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua)

Absents :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage).

Secrétaire de séance : M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

Demande de subvention auprès du Conseil Départemental pour des travaux de  
réhabilitation des chemins de la Seudre

*Actions de  
développement  
touristique –  
itinéraires cyclables*

Monsieur Guy PROTEAU, Vice-président chargé du tourisme et du patrimoine expose :

Dans le cadre de la politique de la CCBM en matière de développement des itinéraires cyclables,

certaines tronçons de l'itinéraire des « Chemins de la Seudre », en site propre, font l'objet d'un diagnostic. Il apparaît que des réfections totales du revêtement doivent être réalisées.

Le tronçon en site propre, situé sur la commune de Bourcefranc-Le Chapus entre la rue Battendier et la rue des Amandiers en fait partie. Il est envisagé de recourir à l'entreprise EUROVIA pour entreprendre les travaux, celle-ci ayant fait la meilleure proposition financière. Le montant total des travaux s'élève à 77 750 euros H.T. et peuvent faire l'objet d'un financement à hauteur de 70% du montant restant dû de l'opération de la part du Conseil Départemental.

Ce programme de travaux poursuit le projet de réfection échelonnée de l'itinéraire des « Chemins de la Seudre ».

Il est proposé au Conseil Communautaire de valider le programme de travaux 2024 et de solliciter le Conseil Départemental de la Charente-Maritime à hauteur de 54 425 euros selon le tableau de financement ci-dessous :

Désignation	Montant € HT	Montant € TTC	Subvention CD17	Reste à Charge CCBM € HT
Reprise des revêtements en grave émulsion calcaire entre la rue Battendier et la rue des Amandiers, Bourcefranc-Le Chapus	77 750 € HT	93 300 € TTC	54 425 €	23 325 €

#### LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Après avoir entendu l'exposé du Vice-président,

#### DECIDE

- D'approuver le plan de financement des travaux ;
- De solliciter le concours financier du Conseil Départemental de la Charente-Maritime ;
- D'autoriser le Président à signer tous documents afférents.

#### ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 24

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président  
Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance  
François SERVENT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôleur de légalité.